

# **BREVET DE TECHNICIEN SUPÉRIEUR**

## **COMMUNICATION**

### **ÉCONOMIE-DROIT**

**SESSION 2024**

---

**Durée : 4 heures**

---

**Aucun matériel autorisé.**

**La partie économique est numérotée de la page 2/11 à 6/11  
Elle est prévue pour être traitée en deux heures.**

**La partie juridique est numérotée de la page 7/11 à la page 11/11  
Elle est prévue pour être traitée en deux heures.**

BREVET DE TECHNICIEN SUPÉRIEUR		Session 2024
Économie-Droit	24ECODROIPO	Page 1 sur 11

## PARTIE ECONOMIQUE

### Les enjeux liés au nickel

La société Future Metals accompagne et conseille les investisseurs intéressés par les activités liées à l'exploitation de métaux stratégiques.

Dans le contexte actuel de tensions à la fois inflationnistes et géopolitiques sur les matières premières, les arbitrages des décideurs sont rendus particulièrement complexes.

Forte de son expertise, l'entreprise organise un colloque afin de communiquer à ses clients des analyses récentes sur les évolutions aujourd'hui à l'œuvre sur différents marchés de métaux stratégiques.

Vous êtes associé(e) à la préparation des supports de communication qui seront utilisés lors de ce colloque.

À l'aide de vos **connaissances** et du dossier ci-joint, en veillant à **définir les concepts soulignés et à exploiter de façon méthodique les documents mis à votre disposition**, vous devez concevoir une note argumentée et structurée. Celle-ci répondra aux consignes ci-dessous :

**1) Expliquer les causes de la variation du prix du nickel sur le marché mondial à partir de 2022.**

**2) Montrer en quoi les politiques économiques, menées en France et au sein de l'Union européenne, dans le secteur de l'exploitation du nickel correspondent à des politiques structurelles.**

**3) Justifier la position de l'Organe de Règlement des Différends (ORD) au regard de la décision du gouvernement indonésien relative au nickel.**

**Document 1** - Le marché du nickel

Source : *mordorintelligence.com*

**Document 2** - Cours du nickel importé

Source : *insee.fr*

**Document 3** - Offre et demande de nickel

Source : *Woodmac, UBS estimates*

**Document 4** - Alliance européenne des batteries et filière nickel

Source : les auteurs, d'après *le marché des batteries : quels enjeux et perspectives pour l'Union européenne ?* <https://www.iris-france.org/154646-le-marche-des-batteries-quels-enjeux-et-perceptives-pour-lunion-europeenne>

**Document 5** - L'acier européen menacé, le nickel calédonien concerné

Source : *la1ere.francetvinfo.fr*

**Document 6** - Règlement des différends, mesures relatives aux matières premières en Indonésie

Source : [www.wto.org](http://www.wto.org)

## Document 1 - Le marché du nickel

La demande de nickel [...] devrait enregistrer un taux de croissance annuel de plus de 4,8 % au cours de la période allant de 2023 à 2028 [...].

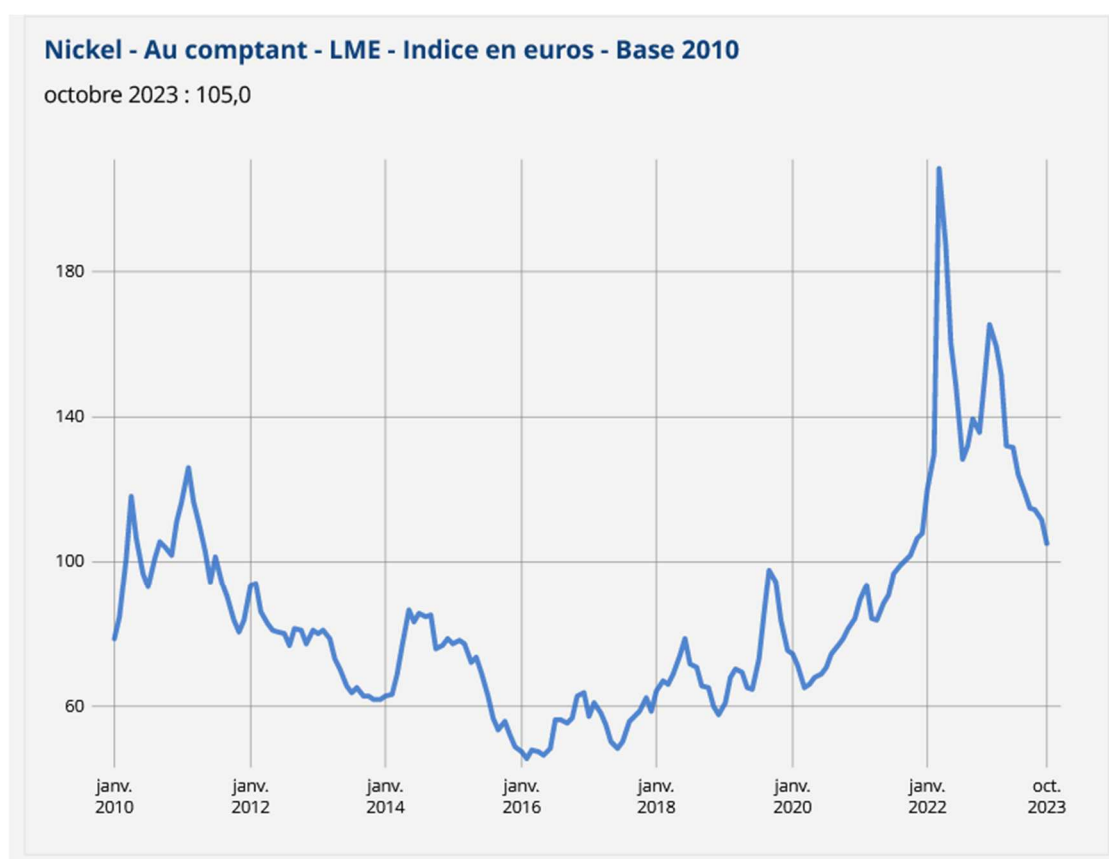
Actuellement, environ les deux tiers du nickel vendu chaque année sont utilisés dans l'acier inoxydable. En outre, la demande croissante de nickel dans les batteries automobiles, les systèmes de stockage d'énergie dans les éoliennes ou les panneaux solaires est le principal facteur moteur de la croissance du marché.

La popularité croissante des véhicules électriques et l'application émergente du nickel dans l'industrie médicale sont susceptibles d'être des opportunités dans le futur.

L'Asie-Pacifique devrait dominer le marché du nickel à l'avenir, en raison du taux de consommation élevé de nickel et de la présence de grandes entreprises de fabrication d'acier inoxydable et de fabricants de batteries dans cette région. En outre, la demande croissante en Chine et en Inde devrait stimuler les perspectives du marché des métaux. Les principales concentrations de minerai de nickel aux Philippines, en Nouvelle-Calédonie, en Australie, en Indonésie et en Chine contribuent à faire de la région le plus grand producteur de nickel.

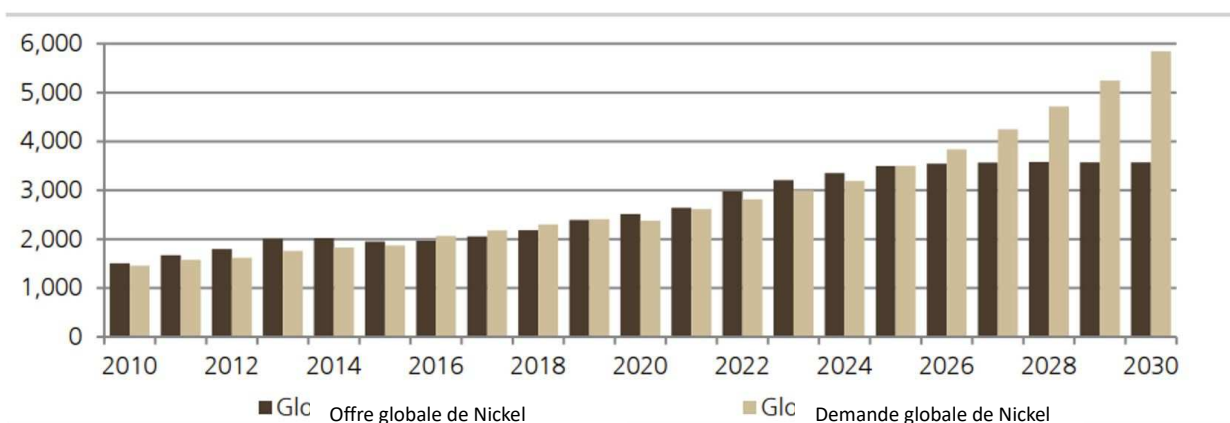
*Source : mordorintelligence.com*

## Document 2 - Cours du nickel importé – (Prix en US dollars par tonne)



*Source : insee.fr*

### Document 3 - Offre et demande de nickel (en kilotonnes)



Source : Woodmac, UBS estimates

### Document 4 - Alliance européenne des batteries et filière nickel

Les technologies des batteries constituent un des piliers de la transition énergétique. Les batteries permettent d'électrifier le secteur des transports et d'intégrer les énergies renouvelables au mix énergétique. Ces deux axes de développement sont au cœur de la stratégie de l'Union européenne pour atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050. Le soutien à la recherche et à l'innovation est notamment indispensable afin de modifier les technologies de recyclage des batteries pour atteindre les niveaux de performance de récupération des métaux du futur règlement européen sur les batteries.

La Commission européenne a lancé en 2017 une Alliance européenne des batteries pour bâtir une chaîne de valeur intégrée sur le sol européen. Ces dispositifs autorisent de manière dérogatoire les États membres de l'UE à combler des défaillances du marché et subventionner des industriels. Au total, quelque 925 millions d'euros tirés du budget de l'UE seront alloués à la recherche sur les batteries jusqu'en 2027.

L'approvisionnement en métaux est aussi un enjeu essentiel pour doter l'Europe d'une capacité de production de batteries. La filière du nickel en Nouvelle-Calédonie pourrait constituer un atout pour sécuriser les approvisionnements européens. La production des trois métallurgistes du territoire pourrait ainsi théoriquement représenter, à terme, jusqu'à 85 % des besoins des gigafactories françaises en 2030 ou 14 % des besoins de l'Union en 2035. Aucun de ces trois opérateurs n'est aujourd'hui en mesure de servir le marché européen dans des conditions économiquement viables, en raison de coûts de production notablement plus élevés que ceux de la concurrence internationale. Leur problème de rentabilité est multifactoriel. Alors que ces entreprises ont déjà bénéficié de financements publics considérables - l'État ayant par exemple soutenu deux d'entre elles en octroyant près de 700 millions d'euros de prêts et en ouvrant 540 millions d'euros de garanties, depuis 2016 - l'avenir de leurs activités métallurgiques demeure, dans leurs conditions de fonctionnement actuelles, compromis, et leur situation financière à court terme très précaire. [...].

Source : les auteurs, d'après le marché des batteries : quels enjeux et perspectives pour l'Union européenne, <https://www.iris-france.org/154646-le-marche-des-batteries-quels-enjeux-et-perceptives-pour-lunion-europeenne>

## Document 5 - L'acier européen menacé, le nickel calédonien concerné

Pour l'UE, la décision unilatérale de l'Indonésie de décréter notamment un embargo sur ses exportations de minerai (de nickel) est une entrave à la liberté commerciale. Elle est contraire aux accords internationaux et va gravement nuire au secteur européen de l'acier inoxydable, gros consommateur de nickel, a déclaré la Commission européenne (CE). Les restrictions indonésiennes vont limiter injustement l'accès des producteurs européens d'acier inoxydable aux matières premières, et l'UE de préciser lesquelles : le nickel, la ferraille d'inox, le charbon, le coke, le minerai de fer et le chrome. Même si l'Union Européenne ne le précise pas, l'Indonésie pourrait être en mesure d'imposer ses prix au marché londonien des matières premières (LME). Les restrictions à l'exportation (de nickel) instituées par l'Indonésie représentent une menace supplémentaire pour l'emploi dans l'industrie sidérurgique de l'Union. L'Europe demande donc à l'Organisation Mondiale du Commerce de déclarer illégale l'interdiction des exportations de minerai décidée de façon unilatérale par l'Indonésie.

En choisissant d'instaurer un embargo de ses exportations de minerai de nickel, l'Indonésie souhaite développer son industrie de transformation métallurgique en contraignant les industriels étrangers et notamment chinois à construire des usines (entre 10 et 20) dans le pays. Le premier exportateur mondial de minerai entend donc développer une production importante de fonte de nickel (11 %) à bas coût qui viendrait aussi concurrencer, dans l'acier inoxydable, les alliages à haute teneur et grande pureté en nickel (25 à 30 %) produits par deux entreprises, la SLN et KNS, en Nouvelle-Calédonie.

Source : *la1ere.francetvinfo.fr*

## Document 6 - Règlement des différends, mesures relatives aux matières premières en Indonésie

Ce différend concerne l'imposition par l'Indonésie de deux mesures dont l'Union européenne a affirmé qu'elles empêchaient l'exportation de minerai de nickel. L'Union européenne a contesté :

- a) une prohibition à l'exportation de minerai de nickel ;
- b) une prescription en matière de transformation nationale visant tout le minerai de nickel.

Ces mesures étaient mises en œuvre au moyen de plusieurs lois et règlements.

Le groupe d'expert n'a pas pu conclure que le minerai à faible teneur était un produit essentiel. [...]

Le Groupe spécial<sup>1</sup> a ensuite analysé la durée de l'interdiction d'exporter et a constaté que les deux mesures n'avaient pas été "appliquées temporairement" puisque l'interdiction d'exporter avait été en vigueur pendant sept ans. Il a observé que les deux mesures étaient toujours en vigueur au moment de la rédaction de son rapport. Il a aussi constaté que l'Indonésie n'avait fourni aucune base permettant de déterminer qu'il y avait une situation

---

<sup>1</sup> Organe quasi-judiciaire qui examine les aspects factuels et juridiques liés à un différend entre Etats membres de l'OMC et qui présente à l'ORD ses conclusions dans un rapport.

critique due à une pénurie de minerais de nickel. Compte tenu des constatations susmentionnées, le Groupe spécial a recommandé que l'Indonésie rende ses mesures conformes à ses obligations. L'Indonésie a notifié à l'ORD sa décision de faire appel, auprès de l'Organe d'appel, de certaines questions de droit et interprétations du droit figurant dans le rapport du Groupe spécial.

Source : [www.wto.org](http://www.wto.org)

## PARTIE JURIDIQUE

Patrice GILLIO a créé RAMISY, une entreprise individuelle spécialisée dans la vente, l'installation et la réparation d'antennes satellites, paraboliques ou TV, à Cournon d'Auvergne (département du Puy de Dôme) en 2010.

RAMISY emploie actuellement deux salariés antennistes qui interviennent au domicile des clients. Patrice GILLIO souhaite transmettre à terme son entreprise à sa fille Aline, en s'associant dans un premier temps avec elle. La structure juridique devra donc être adaptée à la prise en compte de ces modifications.

Par ailleurs, lors d'une intervention chez un client, un salarié de l'entreprise a provoqué un accident, occasionnant des dommages matériels.

Quelques semaines plus tard, ce salarié souhaite quitter l'entreprise pour s'installer à son compte. Il avait signé une clause dans son contrat de travail prévoyant cette possibilité.

**À partir des annexes et de vos connaissances, vous conseillerez Patrice GILLIO sur les trois dossiers juridiques suivants.**

## ANNEXES

**Annexe 1 - Quel statut juridique choisir pour son entreprise ?**

**Annexe 2 - Extraits de l'arrêt de la Cour de cassation du 5 novembre 2020**

**Annexe 3 - Article 15 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne**

**Annexe 4 - Extraits de l'arrêt de la Cour de cassation du 15 décembre 2021**

**DOSSIER 1 - analyse d'une situation juridique**  
**Le choix d'une structure juridique**

À 61 ans, Patrice GILLIO souhaite s'associer avec sa fille Aline, 33 ans, qui vient de quitter son emploi de cadre gestionnaire. À terme, le projet est de lui transmettre l'entreprise. Le statut de l'entreprise individuelle ne convient donc plus : une modification de la forme juridique s'impose. Plusieurs critères vont motiver le choix de la nouvelle structure juridique par les deux associés.

Pour le moment, Aline souhaite être salariée pour garder les avantages de son précédent statut. Elle ne veut pas mettre en danger son patrimoine personnel.

Les deux associés privilégient des formalités de création et de fonctionnement simples. Patrice GILLIO souhaite dans un premier temps rester majoritaire au capital et conserver le pouvoir de décision, le temps pour Aline de se sentir prête à reprendre l'entreprise. En attendant de quitter l'entreprise, il souhaite bénéficier des avantages du statut d'assimilé salarié.

**1 - Déterminer la structure juridique la plus adaptée aux souhaits des deux associés.**

**DOSSIER 2 - rédaction d'une note structurée**  
**Assumer le risque**

Martin LOUBI, salarié de RAMISY, s'est rendu conformément aux directives de son employeur, au domicile de Pauline JANVIER pour procéder au remplacement de son antenne TV devenue trop vétuste pour les chaînes de la TNT. Lors de l'intervention sur le toit, Martin, distrait par la moto de la cliente garée dans l'allée, laisse tomber l'antenne qui s'écrase sur le deux-roues. Le montant des réparations de peinture de la moto est estimé à 2 000 euros. Patrice GILLIO s'interroge sur la nature des responsabilités.

**2 - Dans une note structurée et argumentée, présenter les règles de droit commun de la mise en jeu de la responsabilité civile puis distinguer sous quelles conditions la responsabilité de l'employeur du fait de ses salariés peut être engagée.**

**DOSSIER 3 - analyse d'une situation juridique**  
**Les régimes juridiques de l'activité professionnelle**

Martin LOUBI fait part de son projet de quitter l'entreprise à ses employeurs, dans le but de s'installer à son compte en Bretagne (département du Finistère) pour la pose d'antennes.

Son contrat de travail stipule qu'en cas de rupture, il ne pourra pas travailler pour une entreprise concurrente ou exercer une activité similaire dans le département du Puy de Dôme pendant une durée de deux ans. De plus, cette clause prévoit le versement d'une contrepartie financière importante correspondant à 50 % du salaire moyen perçu au cours des trois années précédant la rupture.

M. LOUBI demande le versement de cette indemnité. Patrice GILLIO accueille cette demande avec réserve : pour lui, cette indemnité ne serait pas due en cas de démission.

**3 - Apprécier la validité de la clause présente dans le contrat de M. LOUBI et ses conséquences.**



## Annexe 1 - Quel statut juridique choisir pour son entreprise ?

### ***Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (EURL) :***

Il s'agit d'une société à responsabilité limitée (SARL) qui ne comporte qu'un associé. Ces deux formes juridiques partagent donc de nombreuses caractéristiques.

- **Associé(s)** : Un seul (personne physique ou morale)
- **Responsabilité de l'associé ou des associés** : Limitée à ses apports, sauf fautes de gestion si l'associé est aussi gérant de l'entreprise [...]
- **Régime social** : Si le gérant est aussi l'associé unique, il est considéré comme travailleur non-salarié. Sinon, le gérant est assimilé-salarié [...]

### ***Société à responsabilité limitée (SARL) :***

La société à responsabilité limitée (SARL) comprend au minimum deux associés. Cette forme juridique est la plus répandue pour les sociétés. [...]

- **Associé(s)** : De deux à 100 (personnes physiques ou morales)
- **Responsabilité de l'associé ou des associés** : Limitée à leur apport, sauf fautes de gestion si les associés sont aussi gérants de la société [...]
- **Régime social** : Un gérant majoritaire est considéré comme travailleur non salarié, un gérant égalitaire ou minoritaire est assimilé-salarié

### ***Société anonyme (SA) :***

Ce type de société permet de réunir beaucoup d'associés (ou « actionnaires ») et beaucoup de capitaux.

- **Associé(s)** : Au minimum deux (personnes physiques ou morales). Au minimum sept pour les sociétés dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé (marché boursier) [...]
- **Responsabilité de l'associé ou des associés** : Limitée à leur apport [...]
- **Régime social** : Le président du conseil d'administration est assimilé-salarié, les autres membres ne sont pas rémunérés et ne relèvent d'aucun régime social

### ***Société par actions simplifiée (SAS) ou société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU) :***

Ce type de société permet une large souplesse au niveau du capital et de la transmission des actions. [...]

- **Associé(s)** : Au minimum un associé (personne physique ou morale). Quand elle ne comporte qu'un associé, il s'agit d'une société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU)
- **Responsabilité de l'associé ou des associés** : Limitée à leur apport [...]
- **Régime social** : Le président d'une SAS est assimilé-salarié [...]

### ***Société en nom collectif (SNC) :***

Moins répandue qu'une SA ou une SARL, la société en nom collectif (SNC) est une société dans laquelle les associés, qui sont au minimum deux, ont la qualité de commerçants. [...]

- **Associé(s) :** Au minimum deux (personnes physiques ou morales)
- **Responsabilité de l'associé ou des associés :** Les associés sont responsables solidairement, sur l'ensemble de leurs biens personnels [...]
- **Régime social :** Les associés et le(s) gérant(s) sont considérés comme travailleurs non-salariés [...]

*Source : <https://www.economie.gouv.fr>*

### **Annexe 2 - Extraits de l'arrêt de la Cour de cassation du 5 novembre 2020**

Vu l'article 1384, alinéa 5, devenu 1242, alinéa 5, du code civil :

Il résulte de ce texte que le commettant ne s'exonère de sa responsabilité que si son préposé a agi hors des fonctions auxquelles il était employé, sans autorisation et à des fins étrangères à ses attributions.

Pour dire M. W... B... personnellement responsable du sinistre, l'arrêt, après avoir constaté que celui-ci, fils et employé de M. T... B..., avait appelé M. Y... , mécanicien, pour une panne de véhicule, que ce dernier avait voulu entreprendre un dépannage sur place, dans les locaux exploités par la société Placo sud, avait versé au sol du carburant et avait demandé à M. W... B... de l'enflammer, ce que celui-ci avait fait, l'incendie litigieux ayant été provoqué lors du troisième essai, retient qu'il résulte notamment du dossier pénal que si c'est en agissant pour le compte de son commettant que M. W... B..., préposé de la société Placo sud, a fait appel au mécanicien pour réparer le véhicule de la société en panne, il a, en prêtant assistance à ce dernier, commis une faute excédant les limites de la mission que lui avait confiée son employeur et génératrice du dommage.

L'arrêt relève qu'il ne s'agit pas en effet de la simple mauvaise exécution d'un ordre donné par le commettant car il n'est pas contesté que M. W... B... n'a pas reçu l'ordre d'enflammer les bouchons de carburant de son employeur. M. B... a ainsi eu un comportement qui révèle une prise d'initiative qui n'était pas dans l'intérêt de son commettant.

L'arrêt ajoute que M. W... B... était ouvrier plaquiste au sein de l'entreprise de son père et que, s'il n'est pas contesté qu'il a été chargé d'appeler le dépanneur du véhicule, il ne peut être déduit de cette mission ponctuelle qu'il a été chargé d'assister ce dernier, et conclut que son acte fautif, qui ne s'inscrit pas dans une instruction de son employeur fût-il sur son lieu de travail, étant étranger à ses fonctions et indépendant du rapport de préposition, engage sa seule responsabilité.

En statuant ainsi, alors qu'il ressortait de ses propres constatations que M. W... B... n'avait pas agi à des fins étrangères à ses attributions, la cour d'appel a violé le texte susvisé. [...]

BREVET DE TECHNICIEN SUPÉRIEUR		Session 2024
Économie-Droit	24ECODROIPO	Page 10 sur 11

### **Annexe 3 - Article 15 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne**

Toute personne a le droit de travailler et d'exercer une profession librement choisie ou acceptée. [...]

### **Annexe 4 - Extraits de l'arrêt de la Cour de cassation du 15 décembre 2021**

#### **Faits et procédure**

1. Selon l'arrêt attaqué (Amiens, 28 mai 2020), M. [E] a été engagé à compter du 8 décembre 2008 en qualité d'infirmier coordinateur par la société Homeperf.
2. Le salarié a démissionné le 7 décembre 2015.
3. Soutenant que le salarié avait violé la clause de non-concurrence insérée dans le contrat de travail, l'employeur a saisi la juridiction prud'homale de diverses demandes. [...]

#### **Enoncé du moyen**

4. L'employeur fait grief à l'arrêt de juger que la clause de non-concurrence porte une atteinte disproportionnée à la liberté du travail du salarié, de dire qu'elle est illicite, et en conséquence, nulle, [...]

#### **Réponse de la Cour**

Vu le principe fondamental de libre exercice d'une activité professionnelle et l'article L. 1121-1 du code du travail :

5. Une clause de non-concurrence n'est licite que si elle est indispensable à la protection des intérêts légitimes de l'entreprise, limitée dans le temps et dans l'espace, qu'elle tient compte des spécificités de l'emploi du salarié et comporte l'obligation pour l'employeur de verser au salarié une contrepartie financière, ces conditions étant cumulatives.
6. Pour déclarer nulle la clause de non-concurrence et débouter la société de ses demandes, l'arrêt retient que la clause n'indique pas quels sont les intérêts légitimes que la société entend protéger et qui justifient l'existence de l'interdiction de concurrence, [...].
7. En statuant ainsi, alors que si la clause de non-concurrence doit être indispensable à la protection des intérêts légitimes de l'entreprise, cette condition n'implique pas que soient mentionnés dans le contrat de travail les risques concurrentiels encourus, la cour d'appel, qui a ajouté à la loi une condition qu'elle ne prévoit pas, a violé les principes et textes susvisés.

PAR CES MOTIFS, sans qu'il y ait lieu de statuer sur les autres griefs, la Cour :

**CASSE ET ANNULE**

*Source : legifrance.gouv.fr*

BREVET DE TECHNICIEN SUPÉRIEUR		Session 2024
Économie-Droit	24ECODROIPO	Page 11 sur 11